

ÉDUCATION. Hier, ils étaient 250 à manifester à Cherbourg, 140 à Saint-Lô et 100 à Avranches

Ras-le-bol général des profs envers l'Éducation nationale

UN TERME du Premier ministre Jean Castex a révolté une bonne partie des 250 personnes mobilisées ce mardi 26 janvier, à 10 h 30, sur la Place de la République de Cherbourg. Les enseignants seraient « particulièrement choyés par ce gouvernement ». C'est loin d'être l'avis de la profession, réunie en masse à l'appel national des syndicats FSU, Solidaires, FO et CGT. Ils étaient 140 à Saint-Lô et 100 à Avranches d'après la police. 12,75 % du personnel de l'Académie de Normandie y ont participé.

Les manifestants dénoncent une longue liste de mesures décidées par l'Éducation nationale, si bien que le rassemblement semblait davantage cristalliser un ras-le-bol général contre Jean-Michel Blanquer, ministre particulièrement impopulaire auprès de son corps de fonctionnaires.

« Jean-Zay illustre cette impréparation »

Parmi les raisons de cette fronde : « des consignes différentes chaque semaine pour gérer la crise sanitaire », tonne Pascal Roger, de la FSU, au micro du bloc syndical. « Sa gestion ne répond qu'à deux objectifs : laisser les écoles ouvertes pour que les parents aillent travailler et le faire à moindre coût. »

« La situation à l'école Jean-Zay à Tourlaville illustre parfaitement cette impréparation, laissant ouverte l'école alors que le nombre de cas positifs à la Covid-19 augmentait, multipliant les personnels remplaçants qui se sont contaminés au risque de diffuser largement le virus dans les autres écoles où ils ont été affectés ».

Outre la gestion de la crise sanitaire, les enseignants manifestaient également pour une revalorisation des salaires : « notre indice est gelé depuis des années ! » dénonce institutrice qui souhaite préserver son anonymat. Ils dénoncent des « effets d'annonces », comme la prime d'équipement informatique de 150 €, à laquelle n'ont pas droit les enseignants documentalistes : « C'est symbolique, on nous oublie toujours, alors qu'on

doit enseigner l'analyse des médias aux élèves », grondent Christine Enguhard et Marie Morette.

Mais aussi « la baisse des moyens humains » et « la disparition du « seuil » d'élèves par classe (qui était par exemple de 29 maximum en 5^e), remplacé par un « repère » d'élèves plus élevé, qui n'est qu'un simple mot sans signification », dénonce Bertrand Hulin, de la FSU. Le professeur va même jusqu'à estimer que « le ministre actuel prépare les conditions à la privatisation de l'éducation ».

Contre les suppressions de postes

Dans la Manche, 33 postes à temps plein vont être supprimés à la rentrée 2021 dans les collèges et 14,5 dans les lycées. Annonce justifiée par Sandrine Bodin, inspectrice académique par « la baisse démographique et la diminution du nombre d'élèves dans le secondaire » et la « priorité au premier degré ». Les syndicats ne sont pas de cet avis : « Incompréhensible alors que les effets cumulés du premier confinement et de la crise actuelle sur nos élèves militent plutôt pour un renforcement sans précédent de l'encadrement dans les établissements scolaires ». « Pas étonnant qu'on annonce ensuite que les jeunes français sont moins bons en orthographe, en maths ou en anglais... » s'agacent Vincent Dufort et Didier Goujon, deux enseignants au collège de Sainte-Mère-Eglise. « C'est pas le programme le problème ! » tonne une institutrice.

Les syndicats représentant le corps enseignant réclament entre autres « l'arrêt des suppressions de postes et la création massive d'emplois pour encadrer les élèves », « une baisse des effectifs par classe », « la transparence et le sérieux dans la gestion de la crise sanitaire », « le dégel de la valeur du point d'indice et des mesures de revalorisation des salaires »...

Les manifestants ont défilé pendant plus d'une heure, scandant des « même si Blanquer ne veut pas on est là » ou autres « Blanquer démission », en remontant jusqu'à l'avenue Delaville, pour arriver jusqu'au théâtre, « symbole d'un autre secteur en danger, car jugé non essentiel ».

Romain LE BRIS

La manifestation des enseignants cristallise une contestation de la gestion du ministère.